



## Internationalisme socialiste et féminisme d'État pendant la Guerre froide. Les relations entre Bulgarie et Zambie

*Socialist internationalism and state feminism during the Cold War: the case of Bulgaria and Zambia*

**Kristen Ghodsee**

Traducteur : Julie Savage

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/12374>

DOI : 10.4000/clio.12374

ISSN : 1777-5299

### Éditeur

Belin

### Édition imprimée

Date de publication : 10 juin 2015

Pagination : 114-137

ISBN : 9782701194318

ISSN : 1252-7017

### Référence électronique

Kristen Ghodsee, « Internationalisme socialiste et féminisme d'État pendant la Guerre froide. Les relations entre Bulgarie et Zambie », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 41 | 2015, mis en ligne le 17 juin 2017, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/clio/12374> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.12374>

---

Tous droits réservés

## **Internationalisme socialiste et féminisme d'État pendant la Guerre froide. Les relations entre Bulgarie et Zambie**

Kristen GHODSEE<sup>1</sup>

Après son indépendance, en 1964, la Zambie est gouvernée par l'UNIP (*United National Independence Party*) de Kenneth Kaunda jusqu'en 1991. Comme nombre de pays africains en voie de développement, la Zambie à peine indépendante se retrouve prise dans la Guerre froide et l'affrontement des deux superpuissances de l'époque. Kaunda espère que son pays pourra rester une démocratie multipartite non-alignée, mais il deviendra une « démocratie participative à parti unique », que son idéologie « humaniste » attire vers la sphère d'influence soviétique. Comme bien d'autres gouvernements africains, le gouvernement zambien est alors convaincu que l'État à parti unique, couplé à une économie planifiée, représente la voie la plus rapide vers le développement<sup>2</sup>.

C'est dans ce contexte que les féministes zambiennes, qui ont joué un rôle-clé dans la lutte pour l'indépendance nationale, poursuivent leur compagnonnage avec l'UNIP. Ces militantes, qui se définissent souvent comme « non-alignées », reçoivent alors une aide logistique et matérielle de la part d'organisations féministes des pays développés, aussi bien de l'Ouest que de l'Est. Cet article étudie l'économie politique de cette coopération entre le mouvement féministe zambien

---

<sup>1</sup> Je tiens à remercier pour leur aide Sonya Michel, David Gordon, Bob Cancel, Maxime Billick, Scott Sehon et Anne Namakando-Phiri. Je remercie également Bowdon College, le Freiburg Institute for Advanced Studies (FRIAS) et la Fondation Guggenheim, qui m'ont fourni les moyens matériels de mener les recherches nécessaires à l'écriture de cet article.

<sup>2</sup> Shubin 2008.

naissant et les organisations féministes d'État en Europe de l'Est. Il se concentre plus particulièrement sur les échanges entre le Comité du mouvement des femmes bulgares (CBWM)<sup>3</sup> et la Ligue des femmes de l'UNIP, avant et pendant la Décennie de la femme des Nations unies (de 1975 à 1985). Mon objectif est simplement de prouver l'existence de liens entre « Deuxième » et « Troisième » mondes, jusqu'ici largement passés sous silence par l'historiographie de la Décennie de la femme, et de suggérer qu'ils ont pu contribuer de façon significative à catalyser la rivalité des deux superpuissances dans le domaine des droits des femmes.

### **Un questionnement, une démarche, des sources**

En 2002, j'ai mené des entretiens d'histoire orale avec les femmes américaines qui ont assisté aux trois conférences mondiales organisées pendant la Décennie de la Femme des Nations unies : Mexico (1975), Copenhague (1980) et Nairobi (1985)<sup>4</sup>. Elles ont toutes mentionné le rôle crucial qu'y ont joué les femmes du bloc socialiste, et je me suis rendue compte qu'aucune recherche n'avait encore été menée à ce sujet. Huit ans plus tard, après avoir passé des mois à retrouver leurs interlocutrices de l'époque, j'ai commencé à m'entretenir avec six femmes bulgares qui faisaient partie de la délégation officielle de leur pays. Depuis 2010, je poursuis mes recherches dans les archives du CBWM et j'ai pu identifier douze autres femmes ayant milité au sein du Comité et participé à ses activités, aussi bien nationales qu'internationales, pendant la Décennie de la femme. J'ai, de plus, rencontré vingt-neuf fois Elena Lagadinova, qui l'a présidé de 1968 à 1990, et qui m'a ouvert ses archives personnelles, comprenant un grand nombre de documents et photographies.

C'est lors d'une conversation avec Elena que j'entends parler pour la première fois de Bessie Chibesa (B.C.) Kankasa, ancienne présidente de la Ligue des femmes de l'UNIP. Un quart de siècle après leur rencontre, Elena Lagadinova a encore d'elle un souvenir très clair, et elle se rappelle également que le CBWM a activement soutenu cette

---

<sup>3</sup> Utilisé dans la suite de l'article, cet acronyme correspond aux termes anglais.

<sup>4</sup> Ghodsee 2003.

organisation féministe zambienne. De fait, je découvre aussi dans les archives nationales bulgares un épais dossier contenant la correspondance entre le CBWM et la Ligue des femmes de l'UNIP, qui comprend également des lettres personnelles échangées par Lagadinova et Kankasa. Je me demande alors quel héritage a bien pu laisser cette collaboration, et je décide de retrouver les femmes zambiennes qui ont assisté aux conférences mondiales de la Décennie de la femme, en 1975, 1980 et 1985. C'est ainsi qu'en 2012, j'entre en contact avec B.C. Kankasa. Quelques mois plus tard, en janvier 2013, je me rends à Lusaka, en Zambie, pour mener des entretiens d'histoire orale et travailler dans les Archives nationales zambiennes, ainsi que dans les archives de l'UNIP<sup>5</sup>. L'objectif qui répond à mon questionnement est bien d'explorer l'héritage de cette collaboration entre « Deuxième » et « Troisième » mondes pendant la Guerre froide<sup>6</sup>.

Je mène donc, depuis douze ans, des recherches exhaustives, aussi bien dans les archives qu'en histoire orale, sur la Décennie de la femme des Nations unies, en recueillant des témoignages de femmes américaines, bulgares et zambiennes. Leurs témoignages peuvent, certes, être déformés par les imprécisions de la mémoire individuelle, c'est pourquoi je m'efforce toujours de les lire en parallèle avec les sources documentaires. Cet article préliminaire vise à comprendre l'expérience subjective de l'activisme international des femmes pendant la Décennie des Nations unies, afin de mieux déterminer quel rôle a pu jouer la rivalité de Guerre froide dans le développement des droits des femmes à l'échelle mondiale.

## **Féminisme socialiste d'État et monde en voie de développement**

Ces dernières années ont vu l'expansion de la recherche historique portant sur les mouvements féministes et socialistes d'État dans l'ancien bloc de l'Est et leur influence sur le militantisme féministe dans le monde pendant la Guerre froide. En s'inspirant du travail

---

<sup>5</sup> Ghodsee 2014.

<sup>6</sup> Je ne suis pas sans savoir qu'il est problématique d'utiliser ces termes métageographiques de "Deuxième" et "Troisième monde" mais ce sont ceux que je retrouve dans les archives et ils sont encore utilisés par mes informatrices les plus âgées.

pionnier de Wang Zheng sur la Fédération chinoise des femmes<sup>7</sup>, l'historiographie récente montre les conquêtes de ces mouvements sur le plan national et remet en question la vision stéréotypée, selon laquelle ils n'auraient été que des courroies de transmission, destinées à faire appliquer des politiques choisies par le Parti. Ainsi, l'historienne Francisca de Haan a étudié l'activisme international de la Fédération démocratique internationale des femmes (FDIF)<sup>8</sup>, Chiara Bonfiglioli le militantisme social des féministes yougoslaves dans l'immédiat après-guerre<sup>9</sup>, et Raluca Maria Popa, les activités des femmes communistes roumaines et hongroises pendant l'Année de la femme des Nations unies (1975)<sup>10</sup>. Celia Donert, pour sa part, s'est intéressée à la Ligue Démocratique des femmes allemandes (*Demokratischer Frauenbund Deutschlands* ou DFD)<sup>11</sup>. Quant à mon propre travail, il porte sur les activités nationales et internationales du CBWM<sup>12</sup>. Cet article s'appuie donc sur une historiographie en pleine expansion, en suggérant que les réussites de ces organisations féministes d'État au niveau national ont attisé la compétition entre les deux superpuissances, chacune revendiquant la place de championne de la cause des femmes sur la scène internationale.

Les échanges bilatéraux entre pays en voie de développement et pays de l'Est constituent sans aucun doute l'aspect le moins étudié de la Guerre froide, en particulier en ce qui concerne leur rôle potentiel dans les processus d'évolution sociale et culturelle à l'échelle mondiale. En analysant le contenu des manuels d'histoire allemands écrits après 1989, l'historienne Augusta Dimou a découvert qu'ils passent sous silence à la fois les racines européennes et l'attrait international du socialisme. « Bien que la décolonisation constitue dans ces manuels scolaires un point incontournable de l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle », écrit-elle, ils occultent « le rôle prépondérant des intellectuels de gauche dans l'articulation des mouvements de

---

<sup>7</sup> Wang 2005.

<sup>8</sup> De Haan 2010.

<sup>9</sup> Bonfiglioli 2012.

<sup>10</sup> Popa 2009.

<sup>11</sup> Donert 2014.

<sup>12</sup> Ghodsee 2012 et 2014.

libération du Tiers Monde »<sup>13</sup>. À cette époque, en effet, le marxisme-léninisme fournit une théorie permettant d'expliquer comment le colonialisme dérive du capitalisme<sup>14</sup>. De nombreux Africains, qui se battent pour l'indépendance de leur pays, acceptent ces critiques de gauche avec enthousiasme. À travers le continent, les expériences socialistes soulignent toute la nature « traditionnellement » communale de la plupart des sociétés africaines, et considèrent la propriété privée comme une importation européenne, qu'il convient de rejeter<sup>15</sup>. Comme le fait remarquer l'historienne Sandrine Kott, au sein de l'Organisation Internationale du Travail, les alliances stratégiques entre pays du Deuxième et du Troisième monde ont pu contraindre les gouvernements occidentaux à faire des concessions importantes lorsqu'ils négociaient des conventions portant sur les droits économiques et sociaux.

Tout comme le processus de décolonisation, le conflit entre les deux blocs a marqué une période favorable à la définition d'un point de rencontre entre droits humains et droits sociaux. À cet égard, l'alliance entre représentants des pays du Sud et délégués des pays communistes a pu jouer un rôle déterminant<sup>16</sup>.

De même, j'espère démontrer dans un ouvrage actuellement en préparation, que la rivalité entre superpuissances a contribué à catalyser l'engagement des gouvernements en faveur des droits des femmes, et ce dans tous les pays, aussi bien capitalistes que communistes ou bien en voie de développement.

### **Les féministes zambiennes, du non-alignement à la coopération avec les femmes du bloc soviétique**

Quand Kenneth Kaunda et l'UNIP arrivent au pouvoir après une longue lutte contre l'Empire britannique et ses colons blancs, ils souhaitent mettre la Zambie sur une voie de développement socialiste

---

<sup>13</sup> Dimou 2010 : 229.

<sup>14</sup> Shubin 2008.

<sup>15</sup> Nyerere 1971.

<sup>16</sup> Kott 2012 : 330.

et africaine<sup>17</sup>. S'inspirant de la Tanzanie voisine et des idées de Julius Nyerere, Kaunda veut recourir à la planification et fonder sa politique économique sur les ressources naturelles du pays (en particulier ses mines de cuivre)<sup>18</sup>. Malheureusement pour cette démocratie naissante, elle est entourée de régimes coloniaux hostiles, avec notamment les Britanniques en Rhodésie et en Afrique du Sud, ainsi que les Portugais au Mozambique et en Angola. La Zambie accueille alors nombre de combattants indépendantistes des pays voisins et l'aide soviétique s'y déverse massivement pour soutenir divers camps de rebelles installés à ses frontières.

Entre 1964 et 1972, Kenneth Kaunda tente néanmoins de négocier le non-alignement de son pays, mais les réalités géopolitiques du sud de l'Afrique et les divisions internes au sein de son propre parti lui rendent la tâche de plus en plus ardue. Au départ, la Zambie utilise son statut d'État non-aligné pour courtiser à la fois les États-Unis et l'Union soviétique, qui reconnaissent tous deux sa position stratégique dans la région et l'importance de ses mines de cuivre. Mais l'anti-américanisme grandissant de la population zambienne pousse graduellement Kaunda à se rapprocher du bloc communiste. En 1969, des manifestations contre la guerre du Viêt-Nam à Lusaka contraignent le ministre zambien des affaires étrangères à déployer la troupe pour défendre l'ambassade américaine<sup>19</sup>. En 1970, ce dernier désapprouve publiquement le soutien américain à la politique coloniale portugaise et, lorsque le chargé d'affaires des États-Unis exprime son mécontentement lors d'une rencontre tendue, il lui répond : « Pour d'autres, l'OTAN est peut-être un instrument de sécurité collective. Pour nous, c'est un instrument de massacre et d'oppression »<sup>20</sup>.

Au même moment, Kaunda se voit confronté à des Zambiens mécontents, mobilisant les soutiens en faveur de la création d'autres partis politiques, qui représenteraient une alternative démocratique à

---

<sup>17</sup> Gordon 2012.

<sup>18</sup> Phiri 2006.

<sup>19</sup> Archives nationales zambiennes (ANZ), ministère des Affaires étrangères (MAE), Boîte 1, Dossier 1, doc 105. Abréviation : ANZ, MAE, 1-1-105.

<sup>20</sup> ANZ, MAE, 1-1-126.

l'UNIP<sup>21</sup>. Indiscipline et divisions règnent parmi les leaders politiques, menaçant la stabilité du gouvernement, et Kaunda craint que des éléments hostiles rhodésiens ou sud-africains ne financent ses opposants. Prenant prétexte de cette potentielle influence étrangère, il crée une commission chargée de réviser la constitution. Elle transforme la démocratie « multi-partite » en « démocratie participative à parti unique ». La deuxième République zambienne est donc proclamée en 1972, et l'UNIP devient le seul parti autorisé.

Or, depuis 1964, la Brigade des femmes de l'UNIP fournit à Kaunda un appui politique important<sup>22</sup>. Jusqu'en 1972, elle s'occupe principalement de promouvoir l'éducation des petites filles et la lutte contre l'analphabétisme, mais elle organise aussi le travail de volontaires chargées d'encourager l'adhésion aux programmes de l'UNIP. Gisela Geisler, spécialiste des mouvements féministes du sud de l'Afrique, pense que cette Brigade des femmes est foncièrement conservatrice, qu'elle contribue à renforcer le rôle traditionnel des femmes au sein de l'UNIP, et que ses dirigeantes se préoccupent principalement de défendre les vertus morales des Zambiennes<sup>23</sup>. Cependant, c'est bien cette organisation féministe d'État qui, pour la première fois en Zambie, porte les problèmes des femmes à l'attention du public et les fait figurer dans les programmes politiques. Ce sont aussi ses membres qui représentent leur pays dans les conférences internationales sur les droits des femmes, et qui vont forger de solides alliances avec les organisations féministes d'Europe de l'Est.

Tout comme le gouvernement zambien, la Brigade des femmes reste alors théoriquement non-alignée, ce qui signifie que, dans la pratique, elle reçoit le soutien des deux camps, capitaliste aussi bien que socialiste. Dès 1967, la Zambie signe un accord de coopération technique et scientifique avec la Tchécoslovaquie. Il inclut également de nombreux échanges culturels concernant en partie l'éducation, et plus spécifiquement l'éducation des femmes et des jeunes<sup>24</sup>. La Zambie signe aussi des accords de « coopération culturelle » avec

---

<sup>21</sup> Pettman 1974.

<sup>22</sup> Geisler 2004.

<sup>23</sup> *Ibid.*

<sup>24</sup> ANZ, MAE, 1-1-178, Document 53.



l'URSS<sup>25</sup> et envoie de jeunes membres de l'UNIP parfaire leur éducation politique en Roumanie<sup>26</sup>. Au même moment, cependant, une correspondance interne entre le ministre des Affaires étrangères et le Secrétaire du gouvernement révèle la réticence de ce dernier à autoriser l'adhésion de la Brigade des femmes à la FDIF (Fédération démocratique internationale des femmes), en raison de son affiliation avec le bloc soviétique. Le Comité central de l'UNIP hésite à donner son accord, comme l'explique cette lettre, datée de 1971 :

La FDIF rassemble quatre-vingt-treize pays et compte plus de deux millions de membres. Son siège se trouve à Berlin, en RDA, où il s'est créé peu après la guerre. Il s'agit d'une organisation alignée. En m'entretenant avec la délégation qui nous a récemment rendu visite en Zambie, je me suis rendu compte qu'il s'agit d'un pion politique de l'Union soviétique et que ses effectifs sont entièrement constitués de pays soutenant le bloc de l'Est. Avant toute prise de décision du Comité central, le Parti devrait envoyer sur place une délégation de femmes influentes pour évaluer les activités de cette organisation et effectuer un rapport<sup>27</sup>.

Or, cette même année, tandis que les hauts fonctionnaires zambiens se demandent s'il faut autoriser l'adhésion de la Brigade des femmes à une organisation « alignée », B.C. Kankasa reçoit et accepte une invitation de Lenotte Von Bothmer, membre du Bundestag, à se rendre en Allemagne de l'Ouest. Comme le confirment les lettres officielles du ministère des Affaires étrangères, le déplacement et le séjour de Mme Kankasa sont entièrement pris en charge par l'Allemagne de l'Ouest. Von Bothmer est une féministe influente, qui a causé un scandale d'envergure nationale en octobre 1970, en portant un tailleur-pantalon pour prononcer un discours au Bundestag. L'invitation vise à « intensifier les contacts entre Mme

<sup>25</sup> ANZ, MAE, 1-1-522, Document 196.

<sup>26</sup> Archives de l'UNIP (aUNIP), emplacement 144, 7/23/46. Les archives de l'UNIP contiennent tous les documents officiels du gouvernement zambien de 1972 à 1991. En janvier 2013, elles étaient encore privées et l'admission y était payante. Le classement y était aléatoire : des documents-clés avaient disparu ou n'étaient pas catalogués. Dans cet article, je m'y réfère en utilisant les indications que l'on m'a fournies pour m'y repérer. L'« emplacement » est une section des archives, et les numéros suivants désignent boîte/dossier/document(s).

<sup>27</sup> aUNIP, emplacement 58, 6/1/5.

Kankasa et les femmes allemandes occupant des positions dirigeantes dans la vie politique allemande »<sup>28</sup>.

Un an plus tard, la Zambie devient une « démocratie participative à parti unique », la Brigade des femmes est rebaptisée Ligue des femmes de l'UNIP et, pour consolider son gouvernement, Kaunda lui alloue un financement d'État qui lui permet d'étendre ses activités<sup>29</sup>. Au fur et à mesure que le gouvernement zambien se rapproche du bloc de l'Est, la Ligue des femmes forge de nouvelles alliances avec ses organisations de femmes. Ces nouveaux liens précipitent les transferts de compétences. Selon la sociologue Maxine Molyneux, les engagements alors pris par les États socialistes en faveur de « l'émancipation des femmes » sont remarquablement similaires à travers le monde, en raison de

la coopération pratique entre partis communistes, le PC soviétique et ceux des pays où le socialisme est déjà bien implanté travaillant... avec ceux des États socialistes émergents, qui s'appuient sur les conseils et l'expertise de leurs aînés<sup>30</sup>.

Une bonne partie de ces transferts a lieu lors de congrès internationaux et de séminaires financés par les pays socialistes, comme la Conférence panafricaine des femmes : bien qu'elle réunisse théoriquement des déléguées de pays *non-alignés*, elle rassemble également des « observatrices » du Comité soviétique des femmes et de la Fédération des femmes cubaines, ainsi que des participantes venues de Pologne, de Roumanie et d'Allemagne de l'Est. C'est aussi lors de la Conférence des femmes africaines que la première dame zambienne, Betty Kaunda, affirme que la lutte contre l'oppression capitaliste constitue un devoir des femmes africaines :

Les femmes africaines doivent marquer leur impact dans tous les domaines afin de renforcer les fondations de nos révolutions [...] Elles portent une grande part de responsabilité dans le combat contre le capitalisme et l'exploitation internationale [...] Les femmes africaines

---

<sup>28</sup> aUNIP, emplacement 58, 6/1/9.

<sup>29</sup> Geisler 2004.

<sup>30</sup> Molyneux 1989 : 258.

font partie intégrante de la défense contre ceux dont l'intérêt est de maintenir l'Afrique dans un état de servitude perpétuelle<sup>31</sup>.

Ces échanges de compétences entre « Deuxième » et « Troisième » mondes sont encore favorisés par le symposium afro-asiatique sur le développement social pour les Femmes qui se tient en Égypte, à Alexandrie, en mars 1975. C'est l'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques, de tendance socialiste, qui organise cette conférence afin de rassembler les dirigeantes des mouvements et organisations féministes. Presque tous les pays du bloc soviétique y envoient des délégations, afin de partager leur expérience. Mais ils cherchent aussi à promouvoir ainsi le socialisme en le présentant comme le système idéal pour réaliser le développement économique et l'indépendance nationale, pour tous les hommes et les femmes d'Afrique et d'Asie. Cette rencontre a lieu quelques mois seulement avant la première conférence des Nations unies sur les femmes et certains pays de l'Est, tels la Bulgarie, soulignent que la position des femmes dans la société sera grandement améliorée par la socialisation du travail domestique et l'expansion des « services communaux »<sup>32</sup>. Selon Molyneux, les politiques socialistes d'émancipation des femmes alors mises en œuvre contribuent à faire disparaître les rapports de propriété précapitalistes qui justifiaient, jusque-là, l'asservissement des femmes dans les pays du Tiers Monde<sup>33</sup>.

De telles alliances politiques s'avèrent extrêmement importantes quand les femmes de Zambie et d'Europe de l'Est se retrouvent à la Conférence sur les femmes de Mexico en 1975. Nkomeshya Mukamambo II, cheffe de tribu respectée, élue à l'Assemblée nationale zambienne et membre du Comité central de l'UNIP, fait partie de la délégation de son pays. Lorsque je l'ai interviewée en 2013, elle s'est souvenue clairement des célébrations officielles qui ont eu lieu pendant la conférence, lorsque le Mozambique a obtenu son indépendance :

---

<sup>31</sup> Archives nationales zambiennes (ANZ), ministère des Affaires étrangères (MAE), Boîte 556, Dossier 337, doc 370 ou ANZ, MAE 556-337-370.

<sup>32</sup> TsDA, F-417, O-5, E-136, L-1~122 (TsDA = *Archives centrales d'État*, F = *fonds*, O = *opis*, E = *ed, itsa*, et L = *liste*).

<sup>33</sup> Molyneux 1981 : 28.

Toutes les Africaines se sont réunies pour fêter l'événement. C'était un grand triomphe, et nous savions toutes que c'étaient les pays de l'Est qui avaient soutenu le FRELIMO contre les Portugais<sup>34</sup>.

À l'époque, ces femmes comprennent donc parfaitement que les États-Unis et leurs alliés de l'Ouest se sont opposés à l'indépendance du Mozambique et que ce qui les rassemble toutes, au moins autant que leur sexe biologique, c'est une politique anticoloniale et panafricaine.

Les alliances entre délégations des « Deuxième » et « Troisième » mondes contribuent également à créer à Mexico une atmosphère marquée d'anti-américanisme. Selon Arvonne Fraser, représentante officielle des États-Unis à la conférence :

Les Américaines y ont appris qu'elles pouvaient être la cible d'attaques verbales et de calomnies publiques, ce qui a profondément choqué la plupart d'entre elles... le renouveau du mouvement féministe américain nous avait appris à considérer toutes les femmes du monde comme des amies, des alliées unies par une cause commune. Se rendre compte que c'était faux, et ce, lors de la première conférence internationale, c'était, pour certaines, très décevant, voire insupportable<sup>35</sup>.

Au cours des années suivantes, la Ligue des femmes de l'UNIP et les organisations féministes du bloc de l'Est échangent de nombreuses délégations. Après 1975, la Ligue des femmes envoie des représentantes en Roumanie, Tchécoslovaquie, Hongrie, RDA et Bulgarie<sup>36</sup>. J'ai retrouvé dans ses archives les rapports concernant des visites d'échange avec la Brigade des femmes yougoslaves en 1977<sup>37</sup>. Ils affirment que les Zambiennes ont beaucoup appris de leur visite en Yougoslavie, et qu'elles étaient particulièrement impressionnées par le développement économique rapide du pays après la Seconde Guerre mondiale. À plusieurs reprises, les auteures insistent sur le fait que le pays était « arriéré » avant 1945 et elles expriment leur étonnement devant la vitesse à laquelle le socialisme a pu le transformer. Elles mentionnent aussi le statut des femmes et le taux d'alphabétisation avant la « libération », en le comparant aux progrès effectués après 1945. Ces voyages à l'étranger, appelés « échanges

---

<sup>34</sup> Conversation privée (CP) avec Nkomeshya, Lusaka, Zambie, 2013.

<sup>35</sup> Fraser 1987 : 62-63.

<sup>36</sup> aUNIP, emplacement 59, 6/1/9 ; emplacement 330, 11/1/153.

<sup>37</sup> aUNIP, emplacement 59, 6/1/9/27 & 40.

d'expériences », cherchaient à promouvoir la solidarité et l'amitié entre ces femmes, qui allaient assister ensemble aux deux autres conférences des Nations unies, en 1980 et 1985<sup>38</sup>.

Ainsi, Lily Monze, militante de l'UNIP et ancienne ambassadrice de Zambie en France affirme que c'est en Union soviétique qu'elle a pris conscience du mouvement féministe mondial<sup>39</sup>. En 1967, elle assiste en effet à sa première conférence internationale, à Moscou. Co-organisée par la FDIF et le Comité soviétique des femmes, et présidée par Valentina Tereshkova (première femme cosmonaute)<sup>40</sup>, cette conférence rassemble des militantes de 34 pays africains pour discuter du rôle des femmes dans la société. Après les discours liminaires, le protocole soviétique exige alors que la présidente de séance demande si, dans l'assistance, quelqu'un souhaite prendre la parole. Sans comprendre qu'il s'agit d'une simple formalité, Monze lève la main et se voit céder le pupitre. Elle explique qu'elle est, certes, ravie de la présence de Tereshkova mais, levant le poing, elle ajoute qu'il reste beaucoup de travail à accomplir et, défiant l'assistance, demande quand l'Union soviétique sera dirigée par une femme.

« Et bien, ma chère, elles se sont levées pour m'applaudir ! », me raconte Monze, en 2013. À la pause, Tereshkova vient même la trouver pour se faire prendre en photo avec elle et lui offrir une médaille commémorative du premier vol spatial jamais accompli par une femme, médaille à laquelle Lily Monze tient énormément, et qu'elle possède encore aujourd'hui. Certes, elle a poursuivi sa carrière, devenant membre du Comité directeur de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme aux Nations unies mais elle n'a jamais oublié sa première conférence internationale de Moscou. Lily Monze m'a aussi confirmé que les femmes zambiennes ont très souvent assisté à de telles conférences en bénéficiant de bourses de voyage et de recherche offertes par les organisations féministes de l'Est, qui leur fournissaient aussi de généreux fonds de solidarité.

---

<sup>38</sup> Ghodsee 2012.

<sup>39</sup> CP avec Monze, Lusaka, Zambie, janvier 2013.

<sup>40</sup> ANZ, MAE, 556-337-364.

Le rapprochement de la Zambie avec le bloc soviétique, en 1972, correspond également au glissement vers la gauche de la Ligue des femmes de l'UNIP, qui envoie nombre de ses cadres recevoir une formation politique et professionnelle dans les pays de l'Est. Anne Namakando-Phiri, par exemple, qui compte parmi les premières femmes engagées dans l'armée zambienne en 1974, passe alors un an en RDA pour y étudier le marxisme-léninisme. Lorsque je la rencontre, en 2013, elle est encore convaincue qu'il existe un lien entre la notion d'égalité des sexes et l'adoption par l'UNIP du socialisme africain. Elle porte également au crédit de l'influence et de l'aide des organisations féministes de l'Est la création d'un vaste réseau de maternités, qui se trouve encore en service aujourd'hui, à travers toute la Zambie. Quant à Amy Kabwe, également militante à cette époque, elle mentionne les innombrables bourses offertes aux jeunes zambiennes pour aller étudier la médecine, les sciences politiques et la pédagogie dans les pays du bloc soviétique.

La cheffe Nkomeshya se souvient bien des différentes formes que prend alors la coopération entre les Zambiennes et les femmes d'Europe de l'Est. En 2013, lorsque je lui demande pourquoi, à cette époque, la Ligue des femmes est si proche des organisations de femmes d'Europe de l'Est, elle me répond que cette proximité découle de l'adoption du socialisme par la Zambie, mais aussi du fait qu'« il était facile d'interagir avec les femmes d'Europe de l'Est. Peut-être parce que la façon dont elles envisageaient leurs problèmes, dont elles s'organisaient... correspondait à ce que la Zambie voulait faire elle aussi ». Elle se souvient également avoir présidé une délégation en Bulgarie en 1986. Cette année-là, elle se rend à Sofia en tant que directrice de la Commission pour les femmes du Comité central de l'UNIP, afin d'obtenir un soutien matériel pour les femmes et les enfants qui vivent alors dans des camps de réfugiés à la frontière zambienne. Sans cette aide financière, la Zambie n'aurait pas bénéficié des ressources nécessaires pour soutenir la lutte contre « ce diabolique régime de l'apartheid en Afrique du Sud »<sup>41</sup>.

Les archives, aussi bien que les entretiens, confirmaient donc l'existence d'échanges bilatéraux mais je me suis également demandée

---

<sup>41</sup> CP avec Nkomeshya, Lusaka, Zambie, janvier 2013.

comment ils fonctionnaient dans la pratique. Les Zambiennes et les Européennes de l'Est étaient-elles toujours d'accord ? Leur arrivait-il d'avoir des malentendus, des désaccords politiques ou idéologiques ? Et si les femmes des États socialistes et des pays en voie de développement faisaient souvent bloc contre les féministes américaines aux Nations unies, quelle était la nature de leurs relations hors des organisations internationales ? Anne Namakando-Phiri, par exemple, garde un souvenir mitigé de son séjour en RDA. En plus du climat et de la nourriture, elle n'appréciait pas non plus que les étudiants africains et allemands soient séparés pendant les cours. « Il y avait une bonne raison à cela, » me dit-elle en 2013, « parce que nos cours avaient lieu en anglais et les leurs en allemand, mais nous avions tout de même l'impression de faire l'objet d'une ségrégation ». Elle se rappelle aussi qu'un jour, alors qu'elle marchait dans une rue de Leipzig, une petite fille lui a demandé pourquoi elle ne se lavait pas. « Elle n'avait jamais vu de Noirs et elle pensait que j'étais sale. C'était juste une enfant, mais cela m'a beaucoup affectée »<sup>42</sup>.

Bien que les femmes d'Europe de l'Est aient clamé haut et fort leur soutien aux revendications des Africaines face aux régimes coloniaux, force est de constater qu'elles n'étaient pas sur un pied d'égalité. Certaines Zambiennes envoyées en Europe se sont probablement demandé si l'impérialisme socialiste n'était pas le cousin germain du capitalisme impérialiste. Inversement, certaines Européennes du bloc soviétique ont pu douter de l'engagement de leurs sœurs africaines. C'est ce que je vais maintenant examiner, en me concentrant sur les relations entre les organisations féministes bulgare et zambienne entre 1972 et 1985.

### **L'exemple de la coopération Bulgarie-Zambie**

Après la conférence de Mexico, le CBWM intensifie ses efforts pour constituer des réseaux de solidarité avec les Africaines. Faute de femmes ayant une connaissance satisfaisante des procédures parlementaires de l'ONU, la plupart des délégations à la première conférence mondiale étaient menées par des hommes. En 1978, la FDIF ouvre donc un

---

<sup>42</sup> CP avec Namakando-Phiri, Lusaka, Zambie, janvier 2013.

centre de formation à la Havane pour les femmes d'Amérique latine et, en 1980 et 1982, le CBWM (avec le soutien de la FDIF) dispense une série de séminaires destinés aux dirigeantes des organisations féministes africaines<sup>43</sup>. Ils commencent juste après la deuxième conférence mondiale de Copenhague et visent aussi à renforcer les réseaux de collaboration entre Bulgares et Africaines. Des plans de cours détaillés retrouvés dans les archives bulgares montrent comment le CBWM concentre ses efforts sur la formation de cadres capables de diriger des organisations féministes d'État efficaces, et à même de faire avancer la cause du changement social au sein du système de l'ONU<sup>44</sup>. Certains séminaires portent même spécifiquement sur les institutions internationales : quels sont le rôle et la fonction des différents organes de l'ONU, comment préparer et proposer résolutions et amendements, établir des stratégies pour les rencontres informelles, quelles sont les règles parlementaires à respecter lors des débats<sup>45</sup>.

Lorsque je m'entretiens avec elle en 2013, B.C. Kankasa se souvient être entrée en contact avec les Bulgares à Copenhague et avoir été invitée à participer à ces cours. Bien qu'elle n'ait pas elle-même assisté aux séminaires, elle y a envoyé sa principale adjointe, Monica Chintu, l'une des premières femmes politiques zambiennes, élue à l'Assemblée pendant les deux premières Républiques. Kankasa participe cependant au séminaire de 1982 et accepte, dans les années 1980, plusieurs invitations officielles du CBWM à se rendre en Bulgarie, en tant que membre d'une délégation d'« échange d'expériences ».

Entre 1980 et 1985, une relation solide se développe entre les femmes des Comités zambien et bulgare, comme le laisse entendre la correspondance entre Elena Lagadinova et B.C. Kankasa<sup>46</sup>. Cette dernière, mère de dix enfants, éprouve souvent des difficultés à se rendre à l'étranger pour des séjours prolongés. L'une des premières lettres de Lagadinova renouvelle une invitation en Bulgarie, après que Kankasa a dû annuler un voyage. Elle lui dit qu'elle gagnerait à

---

<sup>43</sup> Ghodsee 2012.

<sup>44</sup> TsDA, F-417, O-6, E-280, L-4~9.

<sup>45</sup> Ghodsee 2012.

<sup>46</sup> TsDA, F-417, O-6, E-160.



prendre connaissance des réussites des femmes bulgares, avec tous les défis auxquels nous devons faire face à ce stade, et à échanger [leur] expérience à propos des problèmes concernant les femmes de [leurs] deux pays<sup>47</sup>.

Cette même lettre confirme aussi que deux membres du Comité bulgare vont bientôt se rendre en Zambie, précisément dans le cadre de ces « échanges d'expérience ».

Dans une lettre de remerciements officiels aux Zambiennes pour l'accueil réservé à leurs déléguées, Lagadinova écrit à Kankasa :

Nous aimons à croire que cet échange de délégations entre nos deux organisations pose les premières pierres d'une collaboration fructueuse et durable, d'une amitié sincère entre les femmes de Bulgarie et de Zambie, entre le Comité du mouvement bulgare des femmes et l'Union des femmes zambiennes<sup>48</sup>.

Les archives montrent que les Bulgares s'efforcent constamment de tendre la main aux Zambiennes, en offrant notamment de couvrir toutes leurs dépenses lors de leurs visites en Bulgarie. Pendant nos entretiens, Elena Lagadinova m'affirme, en 2011, que tous ces efforts pour aider les femmes socialistes africaines s'expliquent par des idéaux de « solidarité et d'amitié »<sup>49</sup>.

Les leaders du mouvement des femmes bulgares, comme Lagadinova, considèrent le socialisme comme le système économique le plus performant, en particulier pour les pays pauvres, tout juste sortis d'une longue période de domination coloniale : selon elles, seules la nationalisation des moyens de production et la planification économique permettent à de petits pays comme la Bulgarie (et les pays africains) d'espérer pouvoir se développer rapidement<sup>50</sup>. De plus, Lagadinova était convaincue que, dans une économie de marché, les travailleuses feraient toujours l'objet d'une discrimination liée à la maternité et à la garde des enfants. À ses yeux, seuls les États pouvaient se permettre d'allouer les ressources nécessaires à l'institution de

---

<sup>47</sup> TsDA, F-417, 0-6, E-160, L-7.

<sup>48</sup> TsDA, F-417, 0-6, E-160, L-5~6.

<sup>49</sup> CP avec Lagadova, Sofia, Bulgarie, juillet 2011.

<sup>50</sup> Ghodsee 2012 et 2014.

congés maternité et à la création d'un réseau suffisamment vaste de crèches et d'écoles maternelles.

C'est avec l'idée de créer ce type de réseau que Kankasa approche la mission diplomatique bulgare à Lusaka, en 1980, afin d'amorcer un dialogue avec le CBWM. Kankasa demande plus précisément l'assistance de la Bulgarie pour ouvrir des écoles maternelles et des crèches. Elle demande aussi que les Bulgares aident la Zambie à former des enseignantes pour ces établissements et lui envoient des enseignantes bulgares. À cette époque, c'est en Bulgarie que l'on trouve le meilleur système de garde d'enfants de tous les pays socialistes, avec des établissements dédiés dans chaque entreprise, chaque usine, chaque coopérative agricole. Toutes les Bulgares rattachées à une unité de production ont la possibilité de prendre un congé maternité de trois ans et disposent, théoriquement, d'une place réservée en école maternelle pour leur enfant dès qu'il atteint cet âge. Le CWBM est d'ailleurs chargé de superviser la construction de ces écoles, jusque dans les moindres détails, de la décoration intérieure au type de jouets mis à disposition des enfants. De plus, tous les enseignants doivent recevoir une formation spécifique en psychologie du développement et en pédagogie<sup>51</sup>.

Mais ce problème de garde d'enfants n'est pas le seul auquel pensent B.C. Kankasa et la délégation de femmes zambiennes avec laquelle elle se rend en Bulgarie en octobre 1981, pour y rencontrer officiellement le Comité des femmes. Les Zambiennes sollicitent également de l'aide pour « éradiquer l'analphabétisme, l'ignorance et la pauvreté » dans leur pays. Elles répètent leur demande d'assistance à la construction de crèches, mais aussi d'écoles primaires et ajoutent qu'elles souhaitent résoudre les problèmes de santé publique de la Zambie<sup>52</sup>. Enfin, Kankasa exprime son intérêt pour les congés maternité en Bulgarie et elle se trouve alors à la pointe du combat pour l'adoption de mesures similaires en Zambie. En 2013, elle considère d'ailleurs qu'il s'agit de l'une de ses plus importantes conquêtes en faveur des femmes de son pays<sup>53</sup>.

---

<sup>51</sup> Ghodsee 2014.

<sup>52</sup> TsDA, F-417, 0-6, E-160, L-9~12.

<sup>53</sup> CP avec Kankasa, Lusaka, Zambie, janvier 2013.



Chibesa Kankasa et Senior Chieftainess Nkomeshya Mukamambo II  
à Chongwe (Zambie, janvier 2013)

Bien sûr, il serait erroné de dépeindre les relations entre les femmes d'Afrique et d'Europe de l'Est comme nécessairement et invariablement amicales. Les relations personnelles entre individus peuvent être tendues. Bien qu'Elena Lagadinova et certains autres membres du Comité des femmes bulgares maîtrisent l'anglais, les séminaires sont dispensés en bulgare, avec traduction simultanée en anglais, français, arabe, portugais et russe. Ils requièrent donc la présence d'interprètes employés par le CBWM, comme Anna Durcheva. Pour sa part, elle se souvient que les Africaines ont alors accès à des biens qu'il reste difficile de se procurer dans le bloc soviétique (jeans, lunettes de soleil, cosmétiques, parfums). Beaucoup de déléguées africaines étant femmes, sœurs ou filles de leaders politiques de leur pays, elles sont souvent bien plus aisées que leurs homologues bulgares. Durcheva et les autres interprètes n'apprécient guère les dépenses somptuaires consenties par leur pays en l'honneur de ces hôtes, et pensent qu'elles s'investissent moins dans la propagation du socialisme que dans l'obtention d'une aide des pays

de l'Est. Elle se rappelle notamment d'une lettre adressée au CBWM par une prisonnière d'Afrique du Sud expliquant que ses droits humains étaient bafoués car ses geôliers ne lui fournissaient pas de produits d'hygiène féminine. Durcheva était restée incrédule :

Aucune femme en Bulgarie n'avait même jamais vu un seul tampon hygiénique et voilà cette femme qui prétendait que les tampons faisaient partie des droits humains !<sup>54</sup>

Gisela Geisler, quant à elle, critique depuis longtemps la Ligue des femmes de l'UNIP, et en particulier sa dirigeante, B.C. Kankasa. Elle pense que cette organisation n'a jamais remis en cause le patriarcat, voire qu'elle a contribué à renforcer le rôle traditionnel des femmes zambiennes, considérées avant tout comme des mères et des épouses. Tout en reconnaissant les réussites des organisations de femmes socialistes, Maxine Molyneux soutient de son côté que :

[...] la conception de l'égalité des sexes qui fonde les initiatives de planification dans les États socialistes repose, dans une large mesure, sur l'idée que les rôles féminins et masculins sont symétriques et complémentaires, plutôt qu'indifférenciés<sup>55</sup>.

C'est très certainement vrai de la Bulgarie et de la Zambie pendant l'ère socialiste. Ces deux pays semblent en effet être restés indifférents, voire aveugles aux problèmes de sexualité, de même qu'à la nécessité de ré-imaginer les relations *entre* hommes et femmes. C'est d'ailleurs l'une des principales critiques que les organisations féministes occidentales ont longtemps adressée à celles des pays socialistes. Elles leur reprochent aussi leur monopole d'État sur les mouvements féministes. Ce sont, certes, des problèmes importants, dont j'ai traité ailleurs<sup>56</sup>, mais dans cet article, j'aimerais juste établir qu'il existe bel et bien des liens solides entre les organisations officielles de femmes en Bulgarie socialiste et en Zambie, car ces échanges bilatéraux significatifs sont complètement passés sous silence par l'historiographie actuelle sur la Décennie de la femme des Nations unies. Je reconnais bien volontiers les avancées des chercheurs qui ont remis en question le travail mené localement par la Ligue des femmes de l'UNIP. Cependant il ne faut pas

---

<sup>54</sup> CP avec Durcheva, Sofia, Bulgarie, mars 2012.

<sup>55</sup> Molyneux 1985 : 52.

<sup>56</sup> Ghodsee 2004, 2010 et 2014.

négliger le fait qu'à cette époque, l'alliance stratégique des Zambiennes avec les organisations féministes d'Europe de l'Est a considérablement contribué à attiser la rivalité dans le domaine des droits des femmes entre les deux superpuissances de la Guerre froide.

Les pays en voie de développement ont grandement bénéficié de cette compétition. Pour renforcer leurs avantages stratégiques et étendre leur influence sur la scène internationale, les États-Unis et l'Union soviétique ont tous deux offert des dons généreux aux nations qu'ils courtoisaient. L'axe Bulgarie-Zambie n'est qu'un exemple parmi d'autres de coopération et d'aide bilatérale, aide qui se déversait en fait de l'Europe vers l'Afrique et le Tiers-monde, par l'intermédiaire des organisations officielles de femmes. L'un des objectifs du projet sur lequel je travaille à présent est d'examiner le rôle que les femmes ont joué dans la compétition entre superpuissances, et comment cette rivalité a contribué à mettre, pour la première fois, les problèmes des femmes à l'ordre du jour au sein des institutions internationales. En effet, pour les pays en voie de développement qui souhaitaient appliquer la planification économique, l'émancipation féminine était indissociable des autres idées socialistes.

Cette étude de cas établit donc l'existence de liens solides et importants entre les dirigeantes des organisations féministes d'État, en Bulgarie et en Zambie. Cependant, des recherches complémentaires sont encore nécessaires pour montrer quel bénéfice les femmes zambiennes ont pu en tirer à long terme. Je pense que ces alliances doivent être replacées dans un contexte plus large, où les deux superpuissances en présence se disputaient le cœur et l'esprit des femmes dans le monde entier. Est-il possible que cette rivalité, où chacun cherchait à exercer son influence sur les mouvements de femmes des pays nouvellement indépendants, ait poussé les États-Unis et l'URSS à étendre les droits politiques et à multiplier les opportunités économiques pour les femmes, à l'intérieur de leurs propres frontières ? Une meilleure connaissance de ces alliances stratégiques entre féministes et de leur fonctionnement peut-elle nous en apprendre plus sur les microprocessus qui ont catalysé la rivalité des deux

superpouvoirs et de leurs systèmes économiques, chacun cherchant à apparaître comme le seul et unique champion de la cause des femmes ? Maintenant que la Guerre froide est terminée et que le discours féministe libéral domine le débat international dans ce domaine, les femmes s'en portent-elles mieux à travers le monde ? La rivalité entre États-Unis et URSS aurait-elle favorisé des progrès plus rapides et plus importants avant 1989 ? Il est difficile, à l'heure actuelle, de répondre à ces questions et j'espère que mes recherches en cours pourront, d'une façon ou d'une autre, contribuer à nourrir ce débat.

*Traduit de l'anglais par Julie Savage*

## Bibliographie

- BONFIGLIOLI Chiara, 2012, « Revolutionary networks: women's political and social activism in Cold War Italy and Yugoslavia (1945-1957) », PhD dissertation, University of Utrecht.
- DE HAAN Francisca, 2010, « Continuing Cold War paradigms in the western historiography of transnational women's organisations: the case of the Women's International Democratic Federation (WIDF) », *Women's History Review*, 19/4, p. 547-573.
- DIMOU Augusta, 2010, « Changing certainties? Socialism in German history textbooks », in Maria TODOROVA (ed.), *Remembering Communism: genres of representation*, New York, Social Science Research Council, p. 293-316.
- DONERT Celia, 2012, « Showcasing the welfare dictatorship: International Women's Year and the Weltkongress Der Frauen, East Berlin 1975 », in Joachin VON PUTTKAMER & Jana OSTERCAMP (eds), *Sozialistische Staatlichkeit*, München, Oldenbourg, p. 143-160.
- , 2014, « Whose utopia? Gender, ideology, and human rights at the 1975 World Congress of Women in East Berlin », in Jan ECKEL & Samuel MOYN (eds), *The Breakthrough: human rights in the 1970s*, University of Pennsylvania Press, p. 68-87.
- FRASER Arvonne, 1987, *The U.N. decade for women: documents and dialogue*, Boulder, Westview Press, p. 62-63.
- GEISLER Gisela, 1987, « Sisters under the skin: women and the Women's League in Zambia », *The Journal of Modern African Studies*, 25/1, p. 43-66.
- , 1995, « Troubled sisterhood: women and politics in Southern Africa: case studies from Zambia, Zimbabwe and Botswana », *African Affairs*, 94/377, p. 545-578.

- , 2004, *Women and the Remaking of Politics in Southern Africa: negotiating autonomy, incorporation, and representation*, Uppsala, Sweden, Nordic Africa Institute.
- GHODSEE Kristen, 2003, «And if the shoe doesn't fit? (wear it anyway?): economic transformation and western paradigms of 'women in development' in post-communist central and eastern Europe », *Women's Studies Quarterly*, 31/3 & 4, p. 19-37.
- , 2010, «Revisiting the international decade for women: brief reflections on competing definitions of feminism and cold war politics from the American perspective », *Women's Studies International Forum*, 33/1, p. 3-12.
- , 2012, «Rethinking state socialist mass women's organizations: the Committee of the Bulgarian women's movement and the United Nations decade for women, 1975-1985 », *Journal of Women's History*, 24/4, Winter, p. 49-73.
- , 2014, «Pressuring the Politburo: the committee of the Bulgarian women's movement and state socialist feminism », *Slavic Review*, 73/3, Fall, p. 538-562.
- GORDON David, 2012, *Invisible Agents: Spirits in a Central African History*, Columbus, Ohio University Press.
- KOTT Sandrine, 2012, «The forced labor issue between human and social rights, 1947-1957 », *Humanity*, Winter, p. 321-336.
- MOLYNEUX Maxine, 1981, "Socialist societies old and new: progress toward women's emancipation", *Feminist Review*, 8, p. 1-34.
- , 1985, «Family reform in socialist states: the hidden agenda », *Feminist Review*, 21, p. 47-64.
- , 1989, «Some international influences on policy-making: marxism, feminism, and the 'Woman Question' in existing socialist », *Millennium: Journal of Development Studies*, 18, p. 255-263.
- NYERERE Julius, 1971, *Ujamaa-Essays on Socialism*, Oxford, Oxford University Press.
- PETTMAN Jan, 1974, «Zambia's Second Republic: the establishment of a One-Party State », *The Journal of Modern African Studies*, 12/2, p. 231-244.
- PHIRI Bizeck Jube, 2006, *A Political History of Zambia*, Trenton, NJ, African World Press, Inc.
- POPA Raluca Maria, 2009, «Translating equality between women and men across Cold War divides: women activists from Hungary and Romania and the creation of International Women's Year », in Shana PENN & Jill MASSINO (eds), *Gender Politics and Everyday Life in State Socialist Eastern and Central Europe*, London, Palgrave MacMillan.
- SHUBIN Vladimir, 2008, *The Hot 'Cold War': the USSR in Southern Africa*, London, Pluto Press.
- WANG Zheng, 2005, «"State Feminism"? Gender and socialist state formation in Maoist China », *Feminist Studies*, 31/3, p. 519-551.



École de formation à Sofia (Bulgarie) pour les dirigeantes d'organisations de femmes africaines, 1982.